

NPArguments : Obama et les habits neufs de l'impérialisme

vendredi 10 juillet 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juillet 2009).

L'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche a levé beaucoup d'illusions sur un changement d'orientation de la politique étrangère des Etats-Unis. Avec le départ de G.W. Bush, il y a bien un changement d'atmosphère et de discours.

Les communicants de Washington soignent la nouvelle image de la diplomatie américaine, portée par le premier président noir des Etats-Unis. Mais ces apparences qui ne doivent pas faire oublier qu'Obama a été porté à la présidence grâce au soutien financier des plus grands groupes économiques de Wall Street et que certains de ses conseillers ont été des anciens responsables de la CIA et des administrations précédentes. Au niveau de la politique internationale comme intérieure, Obama est entièrement guidé par la défense des intérêts supérieurs des grands groupes.

Cela ne veut évidemment pas dire que ces impératifs amènent à poursuivre les politiques menées par Bush. Obama cherche au contraire à les corriger sur plusieurs points, notamment sur les relations avec le monde arabe, l'Europe, la Chine et la Russie. Mais, fondamentalement, sur un fond de difficultés majeures que représentent la crise économique qui affaiblit le poids politique des Etats-Unis et l'enfermement militaire en Irak et en Afghanistan, aucune des orientations stratégiques antérieures n'est remise en cause.

Amérique latine

L'Amérique latine n'est pas dans les priorités de l'administration Obama. Il a tenu néanmoins à réaffirmer, lors du sommet des Amériques, en avril, les objectifs des Etats-Unis. Leur but stratégique est de poursuivre les traités bilatéraux, permettant la privatisation et le pillage des ressources naturelles, pour lesquels ils sont en concurrence directe avec l'Union européenne. Au moins 50 paysans péruviens ont été tués ces dernières semaines pour s'être révoltés contre cette dépossession de leurs terres.

Mais les Etats-Unis doivent tenir compte de deux paramètres : la montée comme puissance mondiale du Brésil et la consolidation du front de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba) avec le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et Cuba. Les Etats-Unis maintiennent leur plan Colombie et leur soutien au président Uribe, la tactique de confrontation avec Hugo Chavez et Evo Morales. Parallèlement, ils recherchent une coopération avec le Brésil comme pilier de la coopération économique.

Concernant Cuba, le tournant est réel, mais tout à fait limité : pas de levée de l'embargo, mais levée des restrictions introduites par Bush pour les ressortissants cubano-américains et le transfert de devises. Le but est de faire une pression maximale pour déséquilibrer le régime.

Guantanamo

La fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay était, avec le retrait de l'Irak, une des mesures phares du changement. Dès le deuxième jour de son mandat, Obama signait des décrets

ordonnant sa fermeture. Quelques mois après, il réaffirmait que Guantanamo est « un bazar ».

Néanmoins, parmi les défenseurs des droits civiques qui ont soutenu le candidat démocrate, le scepticisme n'a cessé de monter ces derniers mois. Le Congrès a refusé d'accorder le crédit de 80 millions de dollars nécessaires à la fermeture prévue pour 2010. La crainte est de voir l'essentiel des 240 prisonniers encore détenus dans l'île de Cuba rejoindre des prisons américaines et d'autres, soupçonnés de terrorisme, être libérés. Obama envisage de maintenir des juridictions militaires d'exception pour des détenus. Pire, il envisage de maintenir en détention ad vitam aeternam des prisonniers « ne pouvant pas être poursuivis et constituant pourtant un réel danger pour le peuple américain ». Il n'est pas question de publier des photos des sévices subis par les prisonniers ni d'accepter la constitution d'une commission indépendante enquêtant sur les exactions commises pendant l'ère Bush.

Le premier secrétaire de presse de Bush, Ari Fleischer, a déclaré récemment que « le président Obama devrait reconnaître que ses critiques de campagne étaient fausses. Avec quelques changements mineurs, il suit vraiment le même chemin que celui emprunté par G.W. Bush ». Quel hommage !

Europe et Russie

Vu des Etats-Unis, l'Europe a une importance toute relative se résumant surtout à la coopération militaire avec les « alliés » dans l'Otan et au bouclier antimissiles visant à intégrer l'Europe de l'Est dans l'alliance atlantique et à faire, pression sur la Russie. Sans oublier la stabilisation de l'allié turc en contact direct avec l'Irak. Sur ce dernier point, Obama s'est positionné clairement pour l'intégration de la Turquie à l'UE, à la différence de son « grand ami » Sarkozy.

Pour la Russie, il prétend, comme ailleurs, redémarrer sur d'autres bases que celles de Bush : flatter Medvedev comme symbole du futur et fustiger Poutine comme écartelé entre le passé et le présent. Mais, en pratique, il n'est pas question de remettre en cause l'élargissement de l'Otan jusqu'aux Républiques limitrophes de la Russie et la mise en place du bouclier antimissiles. Pas question non plus de lier les négociations sur les armes nucléaires stratégiques et ce fameux bouclier. Là aussi, la feuille de route d'Obama ressemble étrangement à celle de son prédécesseur.

AFPAK

C'est l'une des préoccupations majeures de l'administration Obama. Le vocable Afpak (Afghanistan Pakistan) lie maintenant étroitement les deux pays formant un borbier dans lequel les Etats-Unis veulent enfoncer encore plus leurs pieds. Avec Robert Gates, qui garde le poste de secrétaire à la Défense qu'il occupait du temps de Bush, le ton est donné. L'intervention américaine, les massacres de civils dans des bombardements aveugles et l'extension de l'intervention militaire au Pakistan ont développé l'hostilité des populations afghanes et pakistanaises à l'occupation américaine. Le gouvernement pakistanais d'Azif Ali Zardaria a même dû donner en février des gages aux notables fondamentalistes de la vallée de Swat, pour contrer l'influence des talibans, en acceptant que ce soit la loi islamique, la charia, qui règle la vie quotidienne, avec en particulier la fermeture des écoles de filles. Parallèlement, le président fantoche d'Afghanistan, Hamid Karzai, reconnaissait comme légal le viol dans le cadre du mariage. La tactique Obama est d'essayer d'isoler les talibans radicaux, en lançant des offensives terrestres en Afghanistan et au nord-ouest du Pakistan, tout en jetant des ponts vers les modérés avec des opérations de contre-insurrection, sensées faire moins de morts civils que les bombardements. A cette fin, 17000 hommes supplémentaires vont arriver en Afghanistan, portant le contingent à 68000 hommes, avec un pont aérien d'Irak en Afghanistan, autorisé à survoler la Russie.

Israel

Obama avait affirmé, en juin 2008, que « Jérusalem devra rester la capitale d'Israël, une et indivisible », bafouant les résolutions de l'ONU sur le retrait aux frontières de 1967. Son discours du Caire a clairement confirmé la ligne des « deux Etats » qui a toujours été la doctrine officielle des Etats-Unis tout en réaffirmant, avec la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hillary Clinton, que les Etats-Unis restaient les « bons amis d'Israël ». Comme d'habitude, malgré le millier de morts palestiniens suite à l'attaque contre Gaza, c'est à Hamas et aux Palestiniens qu'Obama demande de rompre avec la violence.

Evidemment, Obama a un problème avec le gouvernement d'extrême droite de Nétanyahou, peu fréquentable pour quelqu'un qui veut aussi apparaître comme l'ami des Arabes. Ce gouvernement ne facilitera pas les manœuvres prévues par Obama avec le gouvernement iranien. Aussi côté jardin, Obama joue la froideur, et le gouvernement israélien le lui rend bien. Mais sur le fond, les Palestiniens n'ont rien à attendre. La protestation molle contre l'extension des colonies ne se doublera jamais de mesures de rétorsion qui auraient vite raison de la politique de colonisation.

Irak-Iran

Le retrait des troupes d'Irak et le refus de continuer la guerre furent sûrement les cartes majeures du candidat Obama avec l'engagement que « la mission de combat en Irak se termine en 2010 ». 35000 à 50000 hommes devaient rester en place en soutien à l'armée irakienne, à la place des 130 000 aujourd'hui présents. Près d'un million d'Irakiens sont morts à cause de la folie meurtrière de Bush, 4000 soldats américains ont été tués dans une guerre sans victoire pour laquelle les Américains se sentent plus concernés - seulement 2% des Américains placent l'Irak comme leur préoccupation majeure, 57% placent la crise économique - et veulent le retour de leurs enfants. Pour assurer ce retrait, l'administration a besoin de stabiliser un gouvernement dont la légitimité est faible aujourd'hui.

Obama veut changer l'image des Etats-Unis dans le monde arabe, redonner une assise aux régimes « amis » d'Arabie Saoudite et d'Egypte, mis en péril par les délires islamophobes de Bush. Pour cela, le retrait d'Irak serait, bien plus que le discours d'Obama, fait au Caire, sur la tolérance religieuse, un signe important.

Mais, pour cela, il faut, paradoxalement, renouer le dialogue avec l'Iran. Le paradoxe de l'éviction de Saddam Hussein est que, sans le soutien d'Ahmadinejad, aucun gouvernement irakien ne pourra se maintenir un tant soit peu. Les Etats-Unis veulent donc un gouvernement fort à Téhéran et sont même prêts à discuter de l'obtention du nucléaire civil comme contrepartie à une collaboration à l'ordre régional.

Dans ce jeu, les centaines de milliers de manifestants iraniens assoiffés de libertés démocratiques contre un régime liberticide ne pèsent pas très lourds. Les Etats-Unis préféreraient voir Moussavi et Rafsandjani au gouvernement mais, fondamentalement, sur les dossiers internationaux ce sont les dignitaires religieux qui ont encore la haute main sur les décisions politiques importantes.

P.-S.

* Paru dans « Tout est à nous » n° 16 du 9 juillet 2009.